



Distr. générale
29 mars 2021

Français
Original : anglais



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

**Cinquième Programme pour le développement
et l'examen périodique du droit de l'environnement
(Programme de Montevideo V) :
au service de la population et de la planète
Première réunion mondiale des correspondants nationaux
En ligne, 2-4 juin 2021*
Point 3 de l'ordre du jour provisoire**
Correspondants nationaux**

Correspondants nationaux

Note du secrétariat

I. Introduction

1. Dans sa résolution 4/20 du 15 mars 2019, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement a adopté le cinquième Programme pour le développement et l'examen périodique du droit de l'environnement pour la décennie commençant en 2020 (Programme de Montevideo V)¹. Dans cette résolution, l'Assemblée pour l'environnement a également, entre autres, invité les États membres qui ne l'ont pas encore fait à désigner des correspondants nationaux pour le Programme de Montevideo en application de sa résolution 2/19, par laquelle l'Assemblée pour l'environnement invitait les États membres à désigner des correspondants nationaux pour l'échange d'informations et le renforcement des capacités, afin de collaborer avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et de le guider dans le renforcement de l'application du Programme de Montevideo V ainsi que dans le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre. Conformément au paragraphe 6 a) ix) du Programme de Montevideo V, le PNUE assure le secrétariat du Programme et doit dans le cadre de ses fonctions tenir à jour une liste des correspondants nationaux. L'annexe I de la présente note contient la liste des correspondants nationaux du Programme de Montevideo V au 15 mars 2021.

2. Le paragraphe 6 b) du Programme de Montevideo V stipule que les correspondants nationaux devraient de préférence être des hauts fonctionnaires gouvernementaux, experts en droit de l'environnement, et il décrit les huit fonctions suivantes dont ils doivent s'acquitter :

- a) Recenser les domaines prioritaires pour la mise en œuvre du Programme de Montevideo V ;
- b) Collaborer avec le secrétariat et le guider dans la mise en œuvre du Programme de Montevideo V ;

* La première réunion mondiale se déroulera en deux temps. La première partie se déroulera en ligne du 2 au 4 juin 2021, tandis que la seconde aura lieu en présentiel, le lieu et la date restant à déterminer.

** UNEP/Env.Law/MTV5/GNFP.1/1.

¹ UNEP/EA.4/19, annexe I.

- c) Réexaminer, au besoin, le Programme de Montevideo V, y compris les rapports d'activité établis par le secrétariat, et promouvoir sa mise en œuvre, avec l'appui du secrétariat ;
- d) Communiquer au secrétariat les données nationales disponibles concernant le développement et l'application du droit de l'environnement pour l'aider à s'acquitter de sa tâche et recenser les besoins et les priorités à tous les niveaux ;
- e) Soutenir les efforts des fonctionnaires gouvernementaux et des principales parties prenantes pour assurer la liaison et collaborer, à tous les niveaux appropriés, à la mise en œuvre du Programme de Montevideo ;
- f) Participer aux réunions mondiales biennales et autres réunions pertinentes des correspondants nationaux, qui se tiendront soit face-à-face soit à distance, selon qu'il convient ;
- g) Fournir des conseils, des orientations et une direction stratégiques au secrétariat aux fins de la mise en œuvre du Programme de Montevideo ;
- h) Contribuer à créer une dynamique en faveur du droit pour s'attaquer aux questions environnementales émergentes.

3. En réponse à l'appel lancé, le secrétariat avait reçu 130 désignations au 25 mars 2021. Sur ces 130 personnes, 50 étaient des femmes (38 %) et 80 des hommes (62 %). Le secrétariat a également été informé de la désignation de correspondants nationaux par les Îles Cook, Nioué, l'État de Palestine et l'Union européenne. L'annexe I de la présente note dresse la liste de tous les correspondants nationaux, en précisant leur genre, leur organisation et leur titre ; l'annexe II énumère quant à elle les États membres en les classant par groupe régional des Nations Unies et en indiquant s'ils ont ou non désigné des correspondants.

4. Les correspondants nationaux sont invités à contacter le secrétariat à l'adresse unep-montevideo@un.org en cas d'erreur ou d'omission dans les annexes.

Annexe I

Correspondants nationaux

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
1	Afghanistan	Idrees Malyar	M	Agence nationale pour la protection de l'environnement (NEPA)	Directeur général adjoint chargé de la politique et des affaires internationales
2	Afrique du Sud	Sibusiso Shabalala	M	Département des affaires environnementales	Directeur, Réforme
3	Albanie	Ornela Bela	F	Direction de la programmation, de la normalisation et de l'harmonisation du cadre réglementaire	Chef de l'Unité de programmation, de rédaction et d'harmonisation des actes réglementaires
4	Algérie	Soualem Lazhar	M	Ministère des affaires étrangères	Directeur chargé du développement durable, des droits de l'homme et des affaires scientifiques, techniques et culturelles
5	Allemagne	Christian Lindemann	M	Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, de la construction et de la sécurité nucléaire	Chef de la division KI I 1, Aspects stratégiques de la coopération internationale, G7/G20, Droit international, Droit commercial international
6	Angola	Miranda Cândido Kiala	M	Bureau juridique, Ministère de l'environnement	Directeur
7	Arabie saoudite	Prince Khaled Ben Saoud	M	Autorité générale de la météorologie et de la protection de l'environnement	Adjoint au Président, Affaires techniques, Directeur
8	Argentine	Marcia Levaggi	F	Ministère des affaires étrangères et du culte	Directrice générale des affaires environnementales
9	Arménie	Vigen Ananyan	M	Ministère de l'environnement	Conseiller juridique
10	Australie	Aran Hirsch	M	Ministère de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement	Avocat, Section des organisations des Nations Unies et de l'environnement international
11	Autriche	Elfriede-Anna More	F	Ministère fédéral de l'action climatique, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie	Directrice des affaires climatiques et environnementales internationales
12	Bahreïn	Hassan Abdullah	M	Ministère des affaires étrangères	Conseiller juridique
13	Bangladesh	Md. Ashfaqu Islam Babool	M	Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique	Secrétaire associé

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
14	Barbade	Daphne Kellman	F	Ministère de l'environnement et de l'embellissement national	Secrétaire permanente
15	Belgique	Leen Chanet	F	Politique internationale, Gouvernement flamand, Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	Chargée de politique juridique
16	Bénin	Marianne Pulcherie Sessito Donoumassou Simeon	F	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable	Chercheur en droit de l'environnement
17	Bhoutan	Kunzang	F	Commission nationale de l'environnement	Cheffe, Juriste, Services juridiques
18	Bolivie (État plurinational de)	Ronald Jorge Veliz	M	Ministère de l'environnement et de l'eau (Ministerio de Medio Ambiente y Agua)	Conseiller juridique du Vice-ministre de l'environnement, de la biodiversité, des changements climatiques, et de la gestion et du développement des forêts (Asesor Legal del Viceministro de Medio Ambiente, Biodiversidad, Cambios Climáticos y de Gestión y Desarrollo Forestal)
19	Bosnie-Herzégovine	Azra Rogovic-Grubic	F	Coopération interne, Département de la protection de l'environnement, Ministère du commerce extérieur et des relations économiques	Conseillère principale
20	Bésil	Arthur Cesar Lima Naylor	M	Ministère des affaires étrangères	Secrétaire
21	Burkina Faso	Gontran Some	M	Conseiller technique auprès du Ministre	Directeur du développement institutionnel et des affaires juridiques
22	Burundi	Willy Ndayikeza	M	Ministère de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	Directeur, Protection des terres et développement durable, et Membre du groupe consultatif des directives internationales sur la qualité de l'eau pour les écosystèmes
23	Cabo Verde	José Paulo Pinto	M	Direction générale nationale de l'environnement du Ministère de l'agriculture et de l'environnement	Juriste
24	Cambodge	Monyneath Vann	M	Secrétariat général du Conseil national du développement durable, Ministère de l'Environnement, et Vice-présidence du	Secrétaire général adjoint

<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>	
25	Cameroun	Jean Kenfack	M	groupe de travail pour l'examen du code de l'environnement Division des affaires juridiques, Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable	Directeur
26	Canada	Alain Tellier	M	Droit des océans et de l'environnement	Directeur
27	Chili	Camila Ortiz Miranda	F	Division de l'environnement et des affaires maritimes, Ministère des affaires étrangères	Conseillère diplomatique
28	Chine	Liu Guozhi	F	Département de la coopération internationale, Ministère de l'écologie et de l'environnement	Spécialiste principale chargée de programme, Division des organisations internationales
29	Colombie	David Felipe Olarte	M	Ministère de l'environnement	Chef, Bureau des affaires internationales
30	Comores	Fouad Issoufa Ali	M	Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie	Responsable du droit de l'environnement
31	Congo	Audrey Makanga née Debolo Vouala Judicaëlle	F	Direction générale de l'environnement	Cheffe, Département juridique
32	Costa Rica	Natalia Camacho Arguello	F	Direction générale de la coopération internationale, Ministère de l'environnement	Avocate
33	Côte d'Ivoire	Eugène Zagre	M	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux
34	Croatie	Igor Vukovic	M	Ministère de l'environnement et de l'énergie	Chef du secteur indépendant des affaires juridiques
35	Cuba	Yuraiky Seoane Puig	F	Direction des affaires juridiques, Ministère des sciences, des technologies et de l'environnement	Spécialiste principale
36	Égypte	Mohamed Gad	M	Ministère des affaires étrangères	Directeur des affaires environnementales et du développement durable
37	El Salvador	Carlos Lias Roque Bueso	M	Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	Directeur juridique
38	Émirats arabes unis	Dr. Nasir Mohammed Sultan	M	Ministère du changement climatique et de l'environnement	Directeur des affaires juridiques
39	Équateur	Andres Sebastian Oleas Uvidia	M	Ministère de l'environnement	Coordinateur juridique général
40	Estonie	Annemari Vene	F	Département juridique, Ministère de l'environnement	Conseillère

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
41	Eswatini	Sifiso Nkosinathi Dlamini	M	Autorité environnementale	Conseiller juridique
42	États-Unis d'Amérique	Tim Epp	M	Droit international de l'environnement, Bureau de l'avocat général, Agence de protection de l'environnement	Avocat général adjoint
43	Éthiopie	Ayele Hegena Anabo	M	Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique	Directeur, général, Direction générale des politiques, des lois et des normes
44	Fidji	Joshua Wycliffe	M	Ministère de l'environnement	Secrétaire permanent
45	Finlande	Charlotta von Troil	F	Direction générale de l'environnement, Unité ENV F.3, Coopération environnementale multilatérale	Conseillère juridique
46	France	Hugo Lequertier	M	Département Environnement, Climat, Gouvernance internationale, Ministère des affaires étrangères	Conseiller politique
47	Gabon	Rene Mboza Orumbongany	M	Ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles	Responsable des questions environnementales
48	Géorgie	Nana Totibadze	F	Ministère de l'environnement, de la protection et de l'agriculture	Spécialiste de la Division normative
49	Ghana	Abena Ayensu	F	Département juridique, Agence de protection de l'environnement, Ministère de l'environnement	Juriste principale
50	Grèce	Katerina Skouvaria	F	Département juridique, Bureau du Secrétaire général, Ministère de l'environnement	Fonctionnaire
51	Guatemala	Mario Roberto Vides Alvarado	M	Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales)	Conseiller juridique
52	Guinée	Aboubacar Kaba	M	Ministère d'État chargé de l'Environnement, des Eaux et Forêts	Chef de Service Laboratoire d'Analyses Environnementales
53	Guinée-Bissau	Mário Batista Camala	M	Secrétariat d'État à l'environnement	Chef du bureau juridique
54	Haiti	Pierre Richard Lamothe	M	Ministère de l'environnement	Directeur, Unité juridique
55	Honduras	Narciso Manzanares	M	Ressources naturelles et environnement	Secrétaire général
56	Hongrie	Andras Guti	M	Ministère de l'agriculture	Chargé de la politique de développement

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
57	Îles Salomon	Joe Horokou	M	Ministère de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie	Directeur, Division de l'environnement et de la conservation
58	Indonésie	Rasio Ridho Sani	M	Ministère de l'environnement et des forêts	Directeur général chargé de l'application des lois sur l'environnement et les forêts
59	Irak	Imad Obaid Jasim Alboradhi	M	Bureau du Directeur général	Direction générale des affaires juridiques
60	Iran (République islamique d')	Abbas Golriz	M	Ministère des affaires étrangères	Directeur des affaires environnementales internationales
61	Italie	Cristiano Piacente	M	Ministère de l'environnement	Coordinateur pour les affaires juridiques
62	Jamaïque	Morjorn Wallock	F	Agence nationale pour l'environnement et la planification	Directrice, Division des affaires juridiques et de l'application des lois
63	Japon	Keisuke Takahashi	M	Division des parcs nationaux, Bureau de la conservation de la nature, Ministère de l'environnement.	Sous-directeur
64	Jordanie	Mohammad Al-Agha	M	Ministère de l'environnement	Directeur, Unité des affaires juridiques
65	Kenya	Annie Syombua David	F	Ministère de l'environnement et des forêts	Juriste
66	Kiribati	Nenenteiti TearikiRuatu	F	Ministère de l'environnement, des terres et du développement agricole	Directrice, Division de l'environnement et de la conservation
67	Koweït	Nouf Bahbahani	F	Autorité publique chargée de l'environnement	Directrice, Département des relations internationales
68	Lesotho	Makhiba Tjela	F	Ministère du tourisme, de l'environnement et de la culture	Cheffe des affaires juridiques
69	Lettonie	Anna Popkova	F	Division de la coopération internationale et de la coordination avec l'UE, Département de la coordination, Ministère de la protection de l'environnement et du développement régional	Experte principale
70	Liban	Nazek Al-Khatib	F	Ministère de la justice	Juge
71	Liechtenstein	Heike Summer	F	Office de l'environnement	Cheffe, Bureau des affaires internationales et du climat
72	Lituanie	Eglė Paužolienė	F	Division du droit et du personnel, ministère de l'environnement	Spécialiste principale

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
73	Macédoine du Nord	Frosina Antonovska	F	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	Conseillère juridique du cabinet du Ministre et experte en droit de l'environnement
74	Madagascar	Ratsimisaraka Thelesphone	M	Cadre d'appui technique à la Direction Générale de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts	Juriste
75	Malawi	Chifundo Chinyama	M	Ministère des ressources naturelles, de l'énergie et des mines	Responsable des questions environnementales (domaine juridique)
76	Maldives	Fazeela Ahmed Shaheem	F	Ministère de l'environnement et de l'énergie	Juriste principale
77	Mauritanie	B. A. Moussa	M	Ministère de l'environnement et du développement durable	Conseiller
78	Mexique	Rodolfo Godínez Rosales	M	Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles	Chef de l'Unité de coordination des affaires internationales
79	Micronésie (États fédérés de)	Andrew Yatilman	M	Bureau de l'environnement et de la gestion des situations d'urgence	Directeur
80	Mongolie	Radnaabazar Chadraabal	M	Division du Droit, Ministère de l'environnement et du tourisme	Directeur
81	Monténégro	Suzana Otasevic	F	Ministère du développement durable et du tourisme	Direktorat za Zivotnu Sredinu
82	Mozambique	André Fenias Nhaca	M	Ministère des terres et de l'environnement	Technicien
83	Myanmar	Kyaw San Naing	M	Département de la conservation de l'environnement, Ministère des ressources naturelles et de la conservation de l'environnement	Directeur
84	Namibie	Betty Schroder	F	Département des affaires environnementales, Ministère de l'environnement et du tourisme	Coordinatrice principale de projet
85	Népal	Man Bahadur Basnet	M	Ministère des forêts et de l'environnement	Sous-Secrétaire (Droit)
86	Nigéria	Ibrahim Musa Mohammed	M	Département juridique, Agence chargée de l'application des normes et réglementations environnementales	Conseiller juridique adjoint et Chief State Counsel
87	Norvège	Linda Lund	F	Ministère du climat et de l'environnement	Conseillère principale

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
88	Nouvelle-Zélande	Liese Galvin	F	Division de l'environnement, Ministère des affaires étrangères et du commerce	Spécialiste des politiques
89	Ouganda	Sarah Naigaga	F	Autorité nationale de gestion de l'environnement	Juriste principale
90	Pakistan	Hammad Shamimi	M	Ministère du changement climatique	Secrétaire associé principal
91	Panama	Luisa Pilar Arauz	F	Ministère de l'environnement	Conseillère juridique
92	Paraguay	Hugo Cardozo	M	Ministère de l'environnement et du développement durable	Directeur général de la gestion de l'environnement
93	Pays-Bas	Janine Van Aalst	F	Département des affaires internationales, Ministère de l'environnement	Spécialiste principale des politiques
94	Pérou	Jimpson Dávila Ordoñez	M	Ministère du développement stratégique des ressources naturelles	Conseiller auprès du Vice-ministre
95	Philippines	Norlito A. Eneran	M	Département de l'environnement et des ressources naturelles	Directeur, Service des affaires juridiques
96	Pologne	Edyta Syslo	F	Département du développement durable et de la coopération internationale, Ministère de l'environnement	Expert principal
97	Qatar	Metab Ali Metab Al Kubaisi	M	Ministère de la ville et de l'environnement	Consultant en environnement, Coordinateur général pour la formation et le développement
98	République arabe syrienne	Iman Blal	M	Ministère de l'administration locale et de l'environnement	Direction générale de planification du génie et de coopération internationale
99	République de Corée	Suk-tae Hwang	M	Ministère de l'environnement	Directeur général de la coopération internationale
100	République démocratique du Congo	Maribe Nsombo Mujinga	F	Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable	Directrice de la Cellule Juridique du Secrétariat Général
101	République dominicaine	Rosa Otero	F	Vice-ministre de la coopération et des affaires internationales Direction générale de la coopération en matière de commerce et d'environnement, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	Directrice
102	République-Unie de Tanzanie	Richard Muyungi	M	Département de l'environnement	Directeur par intérim

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
103	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Eva Huehne	F	Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, Département juridique du Gouvernement	Avocate principale, Environnement international, Marine et Pêcheries
104	Sainte-Lucie	Kate Wilson	F	Département du développement durable, Ministère de l'éducation, de l'innovation, des relations entre les sexes et du développement durable	Juriste
105	Samoa	Shirley Malielegaoi	F	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement	Directrice générale adjointe et cheffe de la Division juridique
106	Sao Tomé-et-Príncipe	Mateus Ferreira	M	Ministère de l'infrastructure, des ressources naturelles et de l'environnement	Conseiller, Correspondants nationaux
107	Sénégal	Boniface Cacheu	M	Ministère de l'environnement et du développement durable	Conseiller technique pour les affaires judiciaires
108	Seychelles	Sharon Gerry	F	Ministère de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique	Juriste principale
109	Sierra Leone	Gibrilla Kamara	M	Agence pour la protection de l'environnement	Juriste principal
110	Singapour	Hazri Hassan	M	Ministère de l'environnement et des ressources en eau	Directeur de la politique internationale
111	Slovaquie	Marek Prítyi	M	Département des relations internationales, Direction générale de la politique environnementale, des affaires européennes et des relations internationales, Ministère de l'environnement.	Conseiller étatique
112	Slovénie	Tanja Pucelj Vidovič	F	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Département du système de planification spatiale et environnementale	
113	Somalie	Khalif Hassan Dalmar	M	Direction générale de l'environnement, Bureau du Premier ministre	Directeur de la protection de l'environnement
114	Soudan	Salem Younus Idris Ahmed	M	Conseil supérieur de l'environnement et des ressources naturelles	Conseiller juridique
115	Sri Lanka	Anura Dissanayake	M	Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli (MMDE)	Secrétaire au développement et à l'environnement Mahaweli

	<i>État membre</i>	<i>Correspondant national</i>	<i>Genre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Titre</i>
116	Suède	Staffan Löwhagen	M	Section des affaires juridiques, Ministère de l'environnement	Directeur adjoint
117	Suisse	Vincent Bohnenblust	M	Division des affaires juridiques, Office fédéral de l'environnement (Suisse)	Juriste
118	Suriname	Ivette Patterzon	F	Coordination Environnement, Cabinet du Président de la République	Conseillère juridique principale
119	Tchad	Kemba Kya Dambil	M	Département de l'agriculture et de l'environnement, Ministère de l'agriculture et de l'environnement	Directeur des Affaires Juridiques
120	Tchéquie	Eva Adamova	F	Unité internationale, Département des relations internationales, Ministère de l'environnement	Conseillère juridique
121	Thaïlande	Pralong Dumrongthai	M	Département du contrôle de la pollution	Directeur général
122	Timor-Leste	Carlos Lopes Ximenes	M	Secrétariat d'État à l'environnement	Directeur, Droit de l'environnement et procédures
133	Togo	Akpa-Esso Pialabana	M	Division des affaires juridiques à l'inspection des ressources forestières	Juriste, Administrateur civil, Chef
124	Trinité-et-Tobago	Judy Daniel	F	Autorité générale de gestion de l'environnement	Présidente adjointe
125	Turquie	Cansu Cevher	F	Ministère de l'environnement et de l'urbanisation	Spécialiste de l'environnement et de l'urbanisme
126	Uruguay	Marcelo J. Cousillas	M	Direction nationale de l'environnement (Dirección Nacional de Medio Ambiente)	Directeur du conseil juridique
127	Venezuela (République bolivarienne du)	Anabell Colina	F	Ministère du pouvoir populaire pour l'écosocialisme	Conseillère juridique
128	Viet Nam	Phan Tuan Hung	M	Département de politique et de législation, Ministère des ressources naturelles et de l'environnement	Directeur général
129	Zambie	Karen Banda	F	Agence zambienne de gestion de l'environnement	Responsable, Services juridiques
130	Zimbabwe	Farai Nyahwa	M	Agence de gestion de l'environnement	Secrétaire général

Annexe II

Correspondants nationaux par groupe régional des Nations Unies

Correspondants nationaux, États d'Afrique

Afrique du Sud - oui	Ghana - oui	Ouganda - oui
Algérie - oui	Guinée - oui	République centrafricaine - non
Angola - oui	Guinée équatoriale - non	République démocratique du Congo - oui
Bénin - oui	Guinée-Bissau - oui	République-Unie de Tanzanie - oui
Botswana - non	Kenya - oui	Rwanda - non
Burkina Faso - oui	Lesotho - oui	São Tomé et Príncipe - oui
Burundi - oui	Liberia - non	Sénégal - oui
Cabo Verde - oui	Libye - non	Seychelles - oui
Cameroun - oui	Madagascar - oui	Sierra Leone - oui
Comores - oui	Malawi - oui	Somalie - oui
Congo - oui	Mali - non	Soudan - oui
Côte d'Ivoire - oui	Maroc - non	Soudan du Sud - non
Djibouti - non	Maurice - non	Tchad - oui
Égypte - oui	Mauritanie - oui	Togo - oui
Érythrée - non	Mozambique - oui	Tunisie - non
Eswatini - oui	Namibie - oui	Zambie - oui
Éthiopie - oui	Niger - non	Zimbabwe - oui
Gabon - oui	Nigeria - oui	
Gambie - non		

Correspondants nationaux, États d'Asie-Pacifique

Afghanistan - oui	Jordanie - oui	République arabe syrienne - oui
Arabie Saoudite - oui	Kazakhstan - non	République de Corée - oui
Bahreïn - oui	Kirghizistan - non	République démocratique populaire lao - non
Bangladesh - oui	Kiribati - oui	République populaire démocratique de Corée - non
Bhoutan - oui	Koweït - oui	Samoa - oui
Brunei Darussalam - non	Liban - oui	Singapour - oui
Cambodge - oui	Malaisie - non	Sri Lanka - oui
Chine - oui	Maldives - oui	Tadjikistan - non
Chypre - non	Micronésie (États fédérés de) - oui	Thaïlande - oui
Émirats arabes unis - oui	Mongolie - oui	Timor-Leste - oui
Fidji - oui	Myanmar - oui	Tonga - non
Îles Marshall - non	Nauru - non	Turkménistan - non
Îles Salomon - oui	Népal - oui	Turquie* - oui
Inde - non	Oman - non	Tuvalu - non
Indonésie - oui	Ouzbékistan - non	Vanuatu - non
Irak - oui	Pakistan - oui	Viet Nam - oui
Iran (République islamique d') - oui	Palau - non	Yémen - non
Japon - oui	Papouasie-Nouvelle-Guinée - non	
	Philippines - oui	
	Qatar - oui	

Correspondants nationaux, États d'Europe orientale

Albanie - oui	Fédération de Russie - non	République de Moldavie - non
Arménie - oui	Géorgie - oui	Roumanie - non
Azerbaïdjan - non	Hongrie - oui	Serbie - non
Bélarus - non	Lettonie - oui	Slovaquie - oui
Bosnie-Herzégovine - oui	Lituanie - oui	Slovénie - oui
Bulgarie - non	Macédoine du Nord - oui	Tchèque - oui
Croatie - oui	Monténégro - oui	Ukraine - non
Estonie - oui	Pologne - oui	

Correspondants nationaux, États d'Amérique latine et des Caraïbes

Antigua et Barbuda - non	Dominique – non	Panama - oui
Argentine - oui	El Salvador - oui	Paraguay - oui
Bahamas - non	Équateur - oui	Pérou - oui
Barbade - oui	Grenade - non	République dominicaine - oui
Belize - non	Guatemala - oui	Sainte-Lucie - oui
Bolivie (État plurinational de) - oui	Guyana - non	Saint-Kitts-et-Nevis - non
Brésil - oui	Haïti - oui	Saint-Vincent-et-les-Grenadines - non
Chili - oui	Honduras - oui	Suriname - oui
Colombie - oui	Jamaïque - oui	Trinité-et-Tobago - oui
Costa Rica - oui	Mexique – oui	Uruguay - oui
Cuba - oui	Nicaragua - non	Venezuela (République bolivarienne du) - oui

Correspondants nationaux, États d'Europe occidentale et autres États

Allemagne - oui	Finlande - oui	Monaco - non
Andorre - non	France - oui	Norvège - oui
Australie - oui	Grèce – oui	Nouvelle-Zélande – oui
Autriche - oui	Irlande - non	Pays-Bas - oui
Belgique - oui	Islande – non	Portugal - non
Canada - oui	Israël* - non	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - oui
Danemark - non	Italie - oui	Saint-Marin - non
Espagne - non	Liechtenstein - oui	Suède - oui
États-Unis d'Amérique* - oui	Luxembourg - non	Suisse - oui
	Malte - non	Turquie* - oui

* Cas particuliers

Israël : En mai 2000, Israël est devenu membre à part entière du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à titre provisoire (décision pouvant être prorogée), ce qui lui a permis de désigner des candidats aux élections de divers organes de l'Assemblée générale. En 2004, ce statut lui a été conféré à titre permanent.

Kiribati : En 2010, Kiribati (qui se situe en Océanie) n'était membre d'aucun groupe régional, alors que d'autres nations d'Océanie appartenaient au Groupe des États d'Asie et du Pacifique. Malgré son statut de membre des Nations Unies, Kiribati n'a jamais délégué de représentant permanent auprès des Nations Unies.

Turquie : La Turquie participe pleinement au Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et au Groupe des États d'Asie et du Pacifique, mais, pour les élections, elle est considérée comme faisant partie du premier groupe uniquement.

États-Unis d'Amérique : Les États-Unis d'Amérique n'appartiennent à aucun groupe régional, mais assistent aux réunions du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États en tant qu'observateur et sont rattachés à ce groupe pour les élections.